



**Child Care Advocacy
Association of Canada**

**L'Association canadienne
pour la promotion des services de garde à l'enfance**



Mémoire sur les consultations prébudgétaires présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes par l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance

Introduction

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) continue de réclamer une politique nationale sur la garde d'enfants et des investissements publics dans des services éducatifs et de garde à l'enfance (SÉGE) universels, de qualité, financés par les fonds publics et sans but lucratif, comme elle le fait depuis sa création au début des années 1980.

Une telle initiative serait utile aux enfants, aux familles et aux collectivités, et agirait comme un puissant stimulant pour l'économie du Canada. Il a été démontré qu'un solide système de services éducatifs et de garde à l'enfance procurera des avantages socioéconomiques considérables. L'économiste en chef et premier vice-président du Groupe Banque TD Craig Alexander a résumé ce constat en ces termes :

Étant donné les avantages multiples et indiscutables que présente l'éducation des jeunes enfants, il semble évident qu'il faut investir davantage dans ce système afin de l'améliorer. (Ottawa Citizen, 2012).

Pourtant, à l'heure actuelle, les services aux enfants sont en crise au Canada. L'ensemble disparate qu'ils forment démontre l'échec de l'approche commerciale du développement des services de garde. On peut observer des manifestations de cette crise partout au pays :

- frais mirobolants pour les parents;
- accès aux services inéquitable;
- manque de places en garderies; les garderies peuvent accueillir seulement 20,5 p. 100 des enfants canadiens âgés de zéro à douze ans (Friendly, Halfon, Beach et Forer, 2013);
- de maigres salaires et de piètres conditions de travail pour les éducateurs à l'enfance;
- croissance des chaînes commerciales de services de garde d'enfants privées et à but lucratif.

Cette situation contraste nettement avec l'idée mondialement reconnue que l'éducation et les soins à l'enfance sont un droit de l'enfant, inscrit dans la Convention relative aux droits de l'enfant de l'Organisation des Nations Unies à laquelle le Canada est partie.

De plus, un accès à des services de garde abordables et de qualité est d'une importance capitale pour la réalisation de l'objectif global de réduction de la pauvreté infantile au Canada. Le

24 novembre 1989, la Chambre des communes a voté, avec l'accord de tous les partis, une résolution visant à éliminer la pauvreté infantile au Canada avant l'an 2000. Cependant, près d'un enfant canadien sur sept vit encore dans la pauvreté, et le Canada est loin d'avoir atteint son objectif (Campaign 2000, 2013).

Les Canadiens s'attendent à ce que leur gouvernement honore ses obligations issues de traités internationaux et les résolutions de la Chambre des communes.

Les services de garde et les thèmes des consultations prébudgétaires

Le processus de consultation prébudgétaire établit « six grands thèmes » qui orienteront le travail du Comité. S'ils sont correctement mis en œuvre, les services éducatifs et de garde à l'enfance peuvent cadrer avec quatre de ces six thèmes.

De toute évidence, les SÉGE cadrent avec le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation » parce qu'ils aident les parents sur le marché du travail ou aux études à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales. On peut également considérer les SÉGE comme le « premier pas » de l'enfant dans le système d'éducation, comme c'est le cas dans bien d'autres pays, et comme la pierre de fondation de sa future réussite scolaire.

En tant qu'institution communautaire, les SÉGE promeuvent la solidarité sociale, ce qui les place sans conteste sous le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures ». Il serait préférable d'investir dans des SÉGE réglementés plutôt que dans des prestations mues par la demande mais moins justiciables comme la Prestation universelle pour la garde d'enfants (Friendly, 2013), car on contribuerait ainsi à « améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation ». Finalement, l'économiste Robert Fairholm (2009) a démontré que les SÉGE sont un excellent stimulant économique et aideraient le Canada à « optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens ». Un système national de SÉGE pourrait procurer ces avantages aux familles et à la société canadiennes, et bien d'autres encore.

Recommandations pour le budget fédéral 2015

Le gouvernement fédéral devrait **immédiatement investir 700 millions de dollars** sous forme de paiements de transfert réservés à des services de garde réglementés et versés aux provinces, aux territoires et aux collectivités autochtones.

Même si cet investissement nous permettra à peine d'avancer notre objectif d'un meilleur accès à des services éducatifs et de garde à l'enfance inclusifs, de qualité et sans but lucratif pour tous les enfants et toutes les familles du Canada et qu'il ne permettra pas une transformation en profondeur du système des SÉGE – actuellement administré selon le principe de tarification des services, dans l'idéal financé et géré par l'administration publique –, les provinces et les territoires en ont besoin pour consolider leur situation à court terme. Même s'il ne s'agit pas du programme national de garde d'enfants qu'il nous faut réellement, les familles canadiennes ont désespérément besoin de secours.

Pour atteindre notre objectif d'un meilleur accès à un système de SÉGE universel, de qualité et sans but lucratif pour tous les enfants et toutes les familles du Canada, nous avons besoin d'une politique nationale globale sur la garde d'enfants qui réduirait le rôle du marché à l'égard de la réglementation et de la prestation de ces services pour le remplacer par un système national de garderies.

Recommandation 2

Le Comité des finances devrait recommander au gouvernement du Canada de commencer à établir, de concert avec les provinces et les territoires, une stratégie pour mettre en place un système de services éducatifs et de garde à l'enfance universel, de qualité, financé par les fonds publics et sans but lucratif.

Recommandation 3

Il faudrait réaffecter les 2,8 millions de dollars versés annuellement par le biais de la Prestation universelle pour la garde d'enfants afin de mettre en place une stratégie nationale de SÉGE. Jusqu'à maintenant, le coût en deniers publics de la PUGE a atteint approximativement 17,5 milliards, et pourtant le gouvernement fédéral n'a pas encore évalué l'efficacité de ce programme (Friendly, 2013). Selon le gouvernement fédéral, la PUGE a pour objectif principal « d'offrir des choix en matière de garde d'enfants ». Toutefois, l'examen du programme réalisé en 2011 n'indiquait aucunement que les parents employaient efficacement le programme ou les fonds pour accéder à des services de garde de leur choix. Par conséquent, le Comité des finances devrait au minimum suggérer une évaluation des résultats du programme afin d'établir si la PUGE offre réellement des choix en matière de garderies à la plupart des familles canadiennes

Étant donné que la population des zéro à quatre ans connaît une incroyable croissance et que les données montrent que l'accessibilité, l'abordabilité et la qualité des services d'EGJE au Canada ne se sont pas améliorées pendant les dix dernières années, nous sommes convaincus que les fonds publics consacrés à la PUGE seraient utilisés plus efficacement s'ils étaient investis pour établir un programme national de garderies.

Références

Campagne 2000. *Rapport 2013 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada : Le véritable plan d'action économique du Canada commence par l'élimination de la pauvreté*, Toronto, 2013. En ligne :

<http://www.campaign2000.ca/reportCards/national/2013NationalReportCardNov26French.pdf>

Fairholm, R. *Une analyse bibliographique sur les effets socioéconomiques des services de garde et avantages nets : Comprendre la pénurie de main-d'œuvre dans les services éducatifs et de garde à l'enfance (SÉGE) et y faire face*, Conseil sectoriel des ressources humaines de service de garde à l'enfance, Ottawa, 2009. En ligne :

<http://www.ccsc-cssge.ca/sites/default/files/uploads/French%20Docs/WFSSocio-FR.pdf>

Friendly, M., S. Halfon, J. Beach, et B. Forer. *Early Childhood Education and Care in Canada 2012*, Childcare Resource and Research Unit, Toronto, 2013. En ligne :

<http://childcarecanada.org/publications/ecec---canada/13/08/early---childhood---education---and---care---canada---2012>

Friendly, M. *The \$17.5 billion question: Has the Universal Child Care Benefit given families "choice in child care"?* note documentaire, Childcare Resource and Research Unit, Toronto, 2013. En ligne :

http://childcarecanada.org/sites/default/files/BN_UCCB_10_15.pdf

Pearson, M. « Boost child care spending for big payoff, bank urges », *Ottawa Citizen* (26

novembre 2012). En ligne : <http://globalnews.ca/news/312996/boost---child---care---spending---to---get---big---payoff---bank---urges/>

Personne-ressource

Lyndsay Macdonald

Coordinatrice à temps partiel

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance

coordinator@ccaac.ca

416-926-8859